

DATE DE PUBLICATION : 6 janvier 2011

Le gouverneur,

Vu l'article R142-20 du *Code monétaire et financier*,

DÉCIDE,

Le secrétaire général de la Banque de France reçoit délégation de pouvoirs pour :

I. Assurer et faire assurer dans les unités placées sous son autorité le respect des prescriptions légales, réglementaires et conventionnelles dans le domaine de la durée du travail.

À ce titre il est plus particulièrement chargé :

- de veiller notamment à ce que la prestation des agents du Secrétariat général s'inscrive dans le respect des durées maximales, quotidienne et hebdomadaire, de travail, de la législation sur les heures supplémentaires, des règles relatives au repos hebdomadaire ;
- d'établir ou de faire établir à cette fin toutes directives et consignes appropriées et de s'assurer de leur respect.

Il lui appartient d'établir et de conclure tout accord local en matière de durée du travail ainsi que les conventions individuelles de forfait en jours travaillés pour les cadres supérieurs et autonomes du Secrétariat général.

II. Assurer, en tant que chef d'établissement :

- la préparation, la tenue et le suivi des réunions des délégués du personnel du Secrétariat général, conformément aux dispositions des articles L2315-8 et L2315-12 du *Code du travail* ;
- la présidence des comités d'établissement et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des centres administratifs de Marne-la-Vallée et de Poitiers.

III. Veiller à l'élaboration de la politique et des consignes générales de sécurité relatives aux personnes, aux biens et à l'environnement applicables au Siège y compris dans les locaux abritant le secrétariat général de l'Autorité de contrôle prudentiel, aux centres administratifs de Marne-la-Vallée et de Poitiers ainsi qu'au Réseau.

IV. Veiller dans les locaux affectés au Secrétariat général au Siège, dans les centres administratifs de Marne-la-Vallée et de Poitiers ainsi que dans les parties communes, clos et couvert des locaux du Siège (à l'exception de ceux abritant les services de l'Autorité de contrôle prudentiel et de la direction générale des Statistiques) et des centres administratifs :

- à la mise en œuvre effective et au respect des règles, mesures et consignes applicables en matière d'hygiène, de sécurité, de protection et de salubrité ;

– à l’affichage sur les emplacements de travail, lorsque cela est nécessaire, des consignes de sécurité propres à chaque appareil ou poste de travail.

V. Veiller à la conformité à la réglementation de l’ensemble des équipements et des matériels dont l’acquisition lui appartient et, dans tous les domaines où il dispose d’un budget à cet effet, au maintien en bon état de fonctionnement desdits équipements et matériels.

VI. Passer et conclure :

– tous les marchés relatifs à l’activité du Secrétariat général ;

– tous les autres marchés de la Banque de France dès lors qu’ils sont supérieurs à 90 000 euros hors taxes ou, pour les marchés relatifs à des prestations de formation, à 193 000 euros hors taxes, à l’exception des marchés relatifs à la fourniture de biens et services nécessaires au fonctionnement de la seule Autorité de contrôle prudentiel et correspondant à des besoins spécifiques à celle-ci et des marchés relatifs à l’activité de la direction générale de la Fabrication des billets.

Le secrétaire général peut subdéléguer les pouvoirs qui lui sont délégués par la présente décision aux agents du personnel des cadres du Secrétariat général.

Fait à Paris, le 5 janvier 2011

Christian NOYER